

## **L'audace d'une nouvelle politique d'élargissement et de voisinage de l'UE.**

Le 24 février, l'Europe s'est réveillée dans une nouvelle réalité. Les actes de guerre et la propagande du Kremlin montrent l'ampleur de l'attaque contre une certaine idée de la démocratie. L'invasion de l'Ukraine marque un tournant dans l'histoire européenne. Dès les premières semaines de conflit, l'Occident et l'Union européenne se sont présentés de manière inattendue, à la fois déterminés et unis. Cependant, chaque semaine de guerre qui passe, cette unité occidentale sera de plus en plus mise à l'épreuve. Les derniers débats pour décider d'un embargo européen sur les importations d'hydrocarbures et ses conséquences n'en sont donc que le début.

Même si nous espérons que la souffrance des Ukrainiens prendra fin le plus tôt possible, nous devons accepter que le processus de dissolution de l'ordre européen d'après-guerre commence seulement. Cette guerre est en train de transformer notre continent et appelle l'Union européenne, ses États membres et leurs partenaires à se doter d'une vision d'ensemble, à s'adapter rapidement aux nouvelles réalités et à se réaligner. L'élargissement de l'Union, qui se trouvait dans une impasse bureaucratique et technocratique depuis un certain temps, est redevenu une priorité politique de l'agenda de l'UE. Les demandes d'adhésion à l'UE de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Géorgie montrent que la géopolitique de l'élargissement regagne en importance. L'Ukraine insiste sur une perspective européenne claire en faisant valoir, à juste titre, que c'est précisément elle qui défend les valeurs européennes dans sa lutte contre l'invasion russe. Les pays des Balkans occidentaux, qui patientent depuis trop longtemps dans la salle d'attente de l'Union, font bien sûr aussi partie de cette équation géopolitique. Les grandes puissances non démocratiques comme la Chine ou la Russie s'immiscent depuis longtemps dans la région et y défient la présence européenne. L'homme fort de la Serbie, Aleksandar Vučić, manœuvre encore, entre les pressions pour qu'il rejoigne les sanctions contre la Russie, la sympathie supposée de grandes parties de sa population pour Vladimir Poutine et sa préférence marquée pour le modèle chinois de gouvernement. Le président pro-russe Milorad Dodik en Republika Srpska joue avec le feu et menace la stabilité de la fédération de Bosnie-Herzégovine.

Il est grand temps de donner la priorité au projet d'intégration européenne et de réévaluer radicalement la politique européenne de voisinage et le processus d'élargissement de l'UE qui stagne.

### **Une nouvelle politique de voisinage et d'élargissement**

Pendant des années, les populations des Balkans occidentaux ont attendu des progrès en matière d'intégration européenne, supportant une paralysie politique auto-induite dans de nombreux pays de la région, qui s'est souvent traduite par un renforcement des tendances autoritaires. Le blocage des négociations d'adhésion à l'UE, avec la Macédoine du Nord et l'Albanie, a entamé la confiance des populations dans la parole européenne. Les dernières enquêtes d'opinion en Serbie montrent que pour la première fois depuis le début du processus d'adhésion du pays, la majorité des Serbes n'est plus favorable à l'adhésion à l'UE. L'impasse dans laquelle se trouvent actuellement les deux parties constitue un risque majeur pour la stabilité politique. C'est pourquoi une perspective d'adhésion à l'UE plus crédible implique de surmonter le blocage mental de certains États membres et de mettre fin à leur chantage nationaliste, comme pour le gouvernement bulgare dans le cas de la Macédoine du Nord. L'acceptation par la Serbie des récits russes doit être fermement condamnée, tout comme les tentatives actuelles de porter atteinte à l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine.

L'UE apprend actuellement à utiliser son pouvoir économique considérable également sur le plan politique, et ces leçons devraient alimenter une nouvelle position politique tournée vers l'avenir à l'égard des Balkans occidentaux afin d'éviter toute évolution déstabilisante dans la région. Le prochain sommet des Balkans occidentaux, dans le cadre de la PFUE, serait une bonne occasion pour cela.

### **Faire preuve d'audace.**

Un signal crédible d'engagement de la part de Bruxelles est nécessaire, un appel au réveil pour l'Union de sa rigidité technocratique qui a récemment caractérisé la politique d'élargissement et de voisinage de l'UE. L'Union a besoin de clarifier ce qui peut être réalisé avec le processus d'élargissement et doit augmenter la pression des réformes sur les pays des Balkans occidentaux. Tout nouvel éloignement des Balkans occidentaux de l'Europe serait plus que contre-productif, voire dramatique, pour la région et l'ensemble du continent.

L'"européanisation" géopolitique commune des pays des Balkans occidentaux ainsi que de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Géorgie doit devenir une priorité de l'UE. Nous devons cesser de reporter l'essentiel des récompenses politiques à la toute fin du processus et permettre au contraire une intégration progressive dans la politique européenne. Cela ne signifie pas qu'il faille abolir la conditionnalité, mais plutôt concentrer davantage d'incitations tout en augmentant la pression en faveur des réformes. L'intégration à l'UE est un processus lent et tous les pays auront besoin de beaucoup de temps avant que leur parcours de réforme et d'intégration n'atteigne l'objectif final - l'adhésion à part entière. Sur ce chemin, des résultats visibles et tangibles sont nécessaires pour améliorer la vie des citoyens et promouvoir le courage politique.

Aujourd'hui, l'UE découvre que les relations commerciales étroites n'excluent pas automatiquement lesdits démocrates illibéraux. Le pouvoir économique doit devenir un outil politique, et une vision politique fondée sur des valeurs doit être promue de manière plus décisive. Au début de la guerre en ex-Yougoslavie dans les années 1990, on pouvait penser que "l'heure de gloire de l'Europe" avait sonné, mais en fait, elle n'a jamais sonné. À la lumière de la menace la plus grave pour la sécurité collective en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, l'heure de l'Europe doit enfin arriver. L'élan vers une Union indépendante, démocratique et géopolitique, qui accueille ses voisins à bras ouverts, ne doit pas être interrompu.

*Vedran Džihic est chercheur principal à l'Institut autrichien des affaires internationales, codirecteur du Centre d'études avancées (Rijeka) et maître de conférences à l'Institut des sciences politiques de l'Université de Vienne.*

*Paul Schmidt est secrétaire général de la Société autrichienne de politique européenne depuis 2009. Auparavant, il a travaillé à la Oesterreichische Nationalbank, à la fois à Vienne et à son bureau de représentation à Bruxelles, à la Représentation permanente de l'Autriche auprès de l'Union européenne. Son travail actuel se concentre principalement sur l'analyse et la discussion de questions d'actualité concernant l'intégration européenne.*

*Edouard Gaudot, directeur des relations extérieures d'EuropaNova.*

*Elise Bernard, directrice des études d'EuropaNova.*

**Au nom du réseau WB2EU cofinancé par la Commission européenne dans le cadre de son programme Erasmus+ Jean Monnet: [www.wb2eu.eu](http://www.wb2eu.eu)**